

Séminaire international sur l'exode des compétences  
(Barcelone, 11-12 décembre 1978)

Exode des compétences et coopération internationale - Point de vue de la Fédération syndicale de la fonction publique internationale (FSFPI), ONU/Genève - qui se base sur l'analyse des problèmes de recrutement et de maintien au service du système des Nations Unies du personnel technique et scientifique hautement qualifié.

(Contribution de K.A. Volkov, Secrétaire général adjoint de la FSFPI et Secrétaire général de l'Union syndicale du personnel des Nations Unies à Genève)

Chers camarades,

Tout d'abord je voudrais remercier très cordialement les organisateurs de nous avoir invités à ce séminaire dont le thème a une dimension vraiment historique. Nos organisations syndicales sont relativement jeunes - la plus ancienne - membre de notre Fédération - a été créée en 1973 à l'ONU/Genève. Celle de la FAO à Rome a été créée en 1974 et la Fédération syndicale de la fonction publique internationale - au printemps de 1977. La syndicalisation des fonctionnaires dans le système des Nations Unies est en retard par rapport aux réalités dans les fonctions publiques nationales et son évolution se heurte à beaucoup d'obstacles et résistances, tant du côté des administrations des organisations internationales que du côté du personnel qui *est encore sous l'influence du corporatisme et qui* ne rend pas toujours compte du rôle progressiste et d'avantgarde que les syndicats des fonctionnaires internationaux peuvent jouer au sein des institutions internationales.

*L'*une des premières tâches de nos syndicats a été la rupture du mythe d'exclusivité qui s'est créé autour des fonctionnaires internationaux après la deuxième guerre mondiale. Nous avons oeuvré, et on peut dire avec un certain succès, pour faire sortir les fonctionnaires internationaux de la tour d'ivoire artificielle, pour les intégrer dans la grande famille des travailleurs dans le monde, pour développer la solidarité internationale. Et nous sommes d'autant plus heureux et satisfaits *larges* grâce à la participation aux manifestations comme celle de ce séminaire, nous pouvons partager avec les travailleurs de tous les pays leurs préoccupations et peut-être *aussi* contribuer à la recherche de solutions aux graves problèmes de notre temps.

Permettez-moi de conclure ces remarques préliminaires en vous transmettant à tous, chers camarades, et par votre entremise aux organisations que vous représentez les salutations chaleureuses de la part de notre Fédération, de nos syndicats et de leurs membres *- fonctionnaires internationaux -* qui comme

vous viennent de tous les continents.

Avant de donner le point de vue, d'ailleurs très schématique, de nos organisations syndicales sur le problème d'exode des compétences (ingénieurs, cadres, techniciens et scientifiques), je me permets d'introduire brièvement - dans l'optique du système des Nations Unies - la question des cadres techniques et scientifiques hautement qualifiés, dont le recrutement sur le plan international, dans le respect de l'équilibre géographique requis par la Charte de l'ONU, et leur maintien au service des organisations internationales des Nations Unies pendant des périodes de durée <sup>appropriée et</sup> ~~très~~ indispensable pour leur mise en valeur, deviennent de plus en plus difficile. Il s'agit en premier lieu des organisations internationales dont la tâche principale est la stimulation du progrès et de la coopération dans le domaine politique, économique, social, scientifique, technique et culturel, la coordination des échanges et le développement sur le plan international des résultats du progrès accompli sur le plan national et, comme suite logique et essentielle de cette base de départ - l'organisation de l'assistance technique pour les pays en voie de développement. Peut-être, il serait utile de rappeler de quelles organisations il s'agit concrètement: ONU avec ses institutions affiliées: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement (CNUCED), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Institut de recherche des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et les Commissions économiques régionales (en Europe, en Afrique, en Asie, en Amérique latine). Ensuite - les institutions spécialisées qui sur le plan technique, scientifique et dans le domaine de l'assistance technique jouent <sup>ainsi</sup> un rôle essentiel dans la vie internationale: Bureau international du travail (BIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI), Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Organisation mondiale de la santé (OMS), Union internationale des télécommunications (UIT), Programme des Nations pour le développement (PNUD), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Depuis de nombreuses années, toutes ces organisations éprouvent des difficultés croissantes dans le recrutement et le maintien des spécialistes hautement qualifiés dont les organisations ont besoin, pour accomplir d'une manière satisfaisante les tâches scientifiques et techniques - souvent très compliquées - dont les gouvernements membres les chargent, et pour assurer l'assistance technique de haute qualité aux pays en voie de développement. Ces difficultés ont leur origine à l'intérieur et à l'extérieur des organisations internationales. Sur le plan intérieur, contrairement à la situation qui prévalait pendant les premières deux décennies après la 2ème guerre mondiale, depuis 8-10 ans les organisations du système des Nations Unies ne sont plus concurrentielles en ce qui concerne les conditions d'emploi; ces conditions s'y sont sérieusement dégradées, notamment à cause de la chute du dollar qui est à la base de leurs budgets, mais aussi du fait de l'absence d'une politique administrative moderne pour les cadres et le personnel en général. Les Communautés économiques européennes, par exemple, mais surtout les sociétés multinationales offrent aux universitaires et cadres techniques, jeunes ou ayant une importante expérience, des conditions d'emploi financièrement plus intéressantes et <sup>apparemment</sup> plus stimulantes pour les jeunes que celles offertes par les Nations Unies. Aujourd'hui la renommée <sup>seule</sup> des organisations internationales ne suffit plus pour attirer des candidats, même pour des durées très limitées.

Dans ce contexte peu encourageant, on doit relever deux cas exceptionnels: d'une part le cas d'un petit groupe d'organisations comme l'Agence atomique internationale à Vienne où même les plus grands spécialistes atomistes p.ex. viennent travailler volontiers, parce qu'il s'agit en l'occurrence d'un "laboratoire" international unique dans le monde; l'Union internationale des télécommunications et l'Organisation mondiale météorologique en sont un autre exemple analogue. D'autre part, les meilleurs spécialistes de pays socialistes qui ne sont pas susceptibles d'être attirés par les sociétés multinationales sont toujours disponibles pour travailler dans les organisations internationales et aussi pour participer à l'assistance technique internationale aux pays en voie de développement. Mais ils ne peuvent pas à eux seuls assumer la lourde tâche d'assistance technique internationale ni abandonner pour des périodes prolongées l'économie et la recherche de leurs propres pays où les besoins en cadres scientifiques et techniques augmentent très rapidement à la mesure de la croissance économique accélérée de ces pays.

Cette évolution inquiétante dans les organisations internationales s'intègre sans doute assez intimement dans le cadre du problème de l'exode des ingénieurs, des cadres techniques et scientifiques.

La concurrence des sociétés multinationales est devenue un véritable fléau. On pourrait parler, à notre avis, d'une véritable campagne de corruption de la part des multinationales qui vise en premier lieu les jeunes spécialistes de nombreux pays développés, mais aussi ceux de pays en voie de développement qui ont reçu leur formation dans les pays développés. Les intérêts nationaux de tous les pays concernés en souffrent gravement. Nous nous sommes posés souvent la question quel devrait être le rôle des organisations syndicales face à cette situation, qui risque de devenir critique à moyen terme, et quels pourraient être leurs moyens d'action. La situation se dégrade trop rapidement pour qu'on puisse se patienter, et puisque la plupart des Etats développés, pour des raisons sociales, économiques et politiques, refusent de se pencher sérieusement sur le problème, ce sont en effet les organisations syndicales de tous les pays et dans l'esprit de la solidarité internationale la plus large, qui devraient prendre en charge ce problème. Mais pour cela une véritable stratégie devrait être élaborée. Une large campagne d'explication devrait ensuite être lancée qui devrait englober toutes les organisations syndicales et professionnelles dans tous les pays. Notre Fédération et nos syndicats membres seraient prêts à participer.

A notre avis, dans ce contexte général, il faut que les syndicats nationaux, mais aussi ceux qui existent au sein des organisations internationales du système des Nations Unies et ailleurs, veillent à ce que ces organisations ne soient pas en quelque sorte des complices, involontaires mais réels, des agissements dirigés contre les intérêts de très nombreux pays et surtout des pays en voie de développement, en retenant pendant des périodes trop prolongées des cadres techniques et scientifiques dont ces pays ont si besoin pour leur propre développement économique.

Objectivement, l'encouragement à l'exode des compétences est un phénomène néocolonialiste de notre temps que certains milieux essayent de camoufler<sup>en</sup>/mettant en relief les intérêts

*et scientifiques)* ~~pour lesquels l'exode sera utile.~~

personnels des cadres techniques émigrants ~~qui~~ en sont bénéficiaires. (Les syndicats sont bien placés pour détruire ce mythe.)

Nous avons voulu partager quelques réflexions avec vous. J'espère que nous aurons d'autres occasions <sup>- pour</sup> peut-être à Genève, de continuer le dialogue qui devra sans doute se poursuivre parallèlement à l'action syndicale.

En concluant, je voudrais remercier très sincèrement les Commissions ouvrières espagnoles pour leur accueil généreux et pour les excellentes conditions matérielles qu'elles ont assurées à ce Séminaire.